



Opérations du HCR au Burundi Vue d'ensemble

Mai 2023

POPULATION TOTALE
(mille)

307.1

84.8

réfugiés dans des camps
et des zones urbaines

2.9

demandeurs d'asile

210.2

rapatriés assistés

7.6

personnes déplacées
internes

0.7

personnes à risque
d'apatridie

Statistiques mis à jour au
31 mai 2023

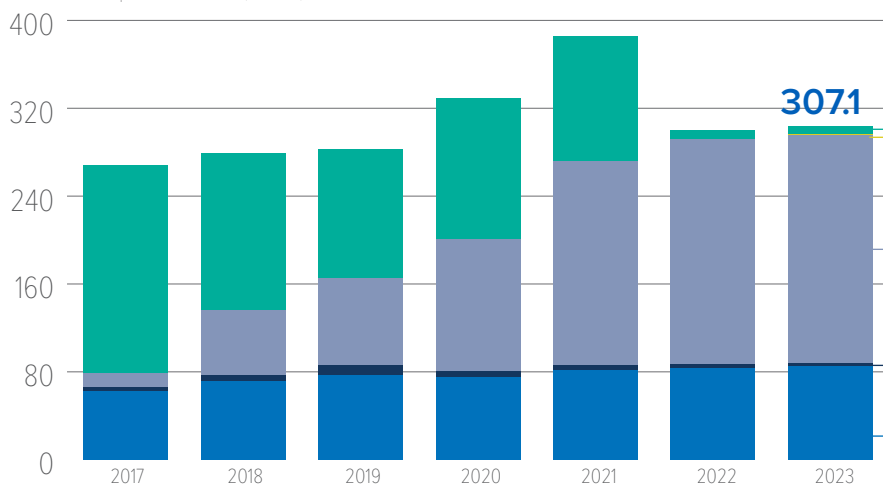


APERÇU DE L'OPERATION

Alors que le nombre de personnes pour lesquelles le HCR a été chargé par la communauté internationale de protéger et d'assister au Burundi continue d'augmenter, l'agence des Nations unies pour les réfugiés continue de faire face à un déficit de financement sans précédent. Au 31 mai 2023, il y avait **3071** personnes ayant besoin d'une aide vitale, alors que les niveaux de financement n'étaient que de **25%**.

POPULATION QUE NOUS SERVONS

Nombre de personnes (mille)



8,495* Personnes déplacées internes sont vérifiées par l'OIM (DTM) et couvertes par le mandat du HCR.

791 Personnes à risque d'apatridie.

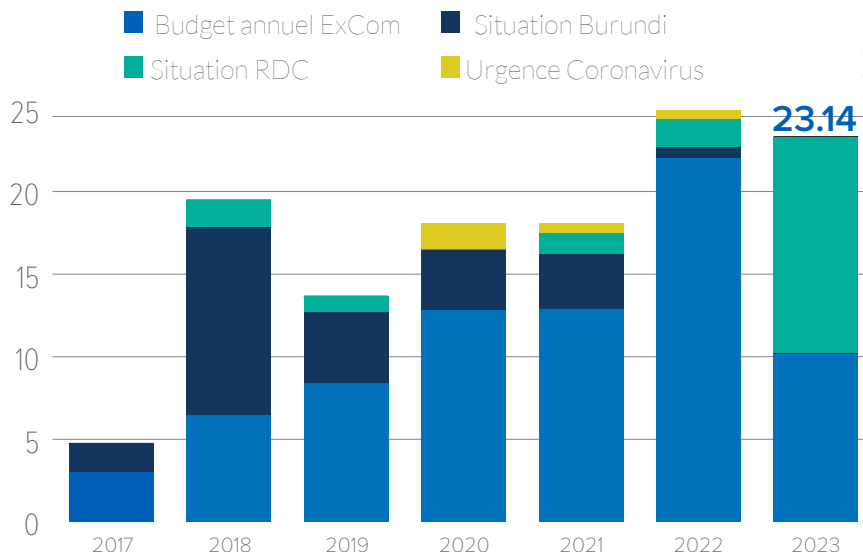
210,173 Réfugiés burundais rapatriés depuis septembre 2017.

2,861 Demandeurs d'asile enregistrés.

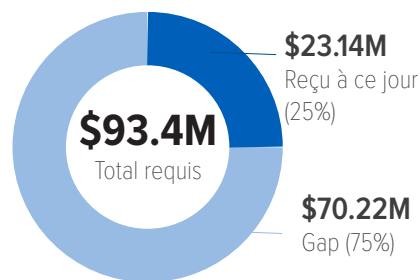
84,795 Réfugiés vivant dans des camps et des zones urbaines

FINANCEMENT

Financé (million)

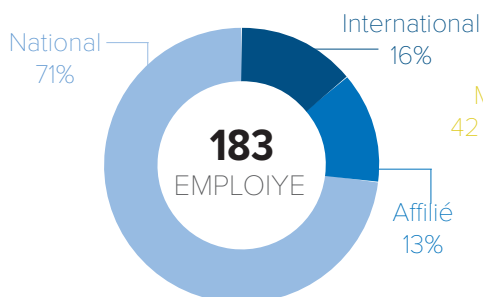


*Le chiffre de 8 495 personnes déplacées internes (PDI) fait référence aux PDI qui préoccupent le HCR. Ce chiffre a été revu à la baisse par rapport au total de 75 300 PDI signalés au Burundi (OIM/DTM), dont la majorité est déplacée en raison de catastrophes naturelles.

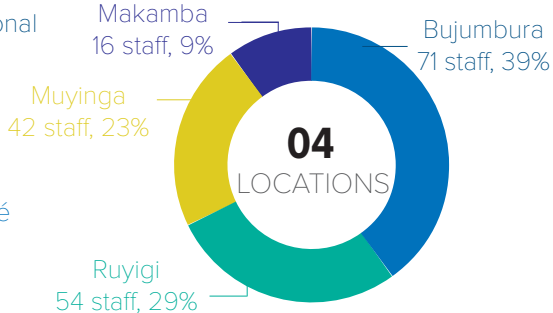


PERSONNEL

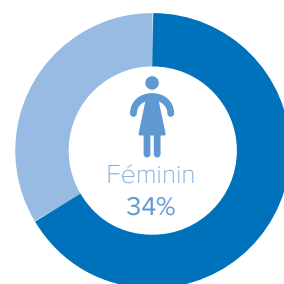
PAR CATEGORIE



PAR BUREAU



PAR GENRE



Résumé par donneur | 2017 - 2023 | 2024

Donateur	Financé						Prévision	
	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Allemagne	-	-	-	-	1,242,246	2,713,349	182,882	-
Banque africaine de développement	-	589,667	825,533	-	-	-	-	-
Belgique	696,428	156,814	-	-	-	-	-	-
Canada	-	-	-	-	-	261,643	130,822	-
Chine	-	-	-	-	14,761	-	-	-
Croissant-Rouge des Émirats Arabes Unis	-	-	-	230,000	-	-	-	-
Danemark	-	-	-	-	-	-	275,060	-
Donateurs privés de Hong Kong	-	-	-	-	-	191,000	-	-
Donateurs privés de Suisse	-	-	-	-	-	439	-	-
Donateurs privés de Thaïlande	-	31,846	-	-	-	-	-	-
Donateurs privés des Pays-Bas	-	-	-	-	-	-	-	-
Donateurs privés français	-	-	-	-	-	746	386	-
Donateurs privés italiens	-	-	-	-	-	341,402	277,308	-
Donateurs privés MENA	-	-	-	-	-	-	-	-
ECHO	-	-	-	1,250,000	1,250,000	1,250,000	-	1,250,000
États-Unis d'Amérique	3,000,000	11,223,930	10,142,000	15,558,850	11,915,753	16,196,566	11,996,672	-
Fondation Mondiale du Diabète	-	-	-	-	-	1,718,910	1,736,781	500,000
Fonds Central d'intervention d'urgence	-	2,527,999	150,092	-	1,200,231	-	-	-
Fonds pour la consolidation de la paix des Nations Unies	-	933,333	466,667	-	-	-	-	-
Fonds transfrontalier pour la région des Grands Lacs	-	169,359	-	-	-	-	-	-
France	434,311	580,720	200,000	284,414	293,083	-	873,362	-
Italie	-	-	-	-	-	-	-	-
Japon	-	1,500,000	-	-	627,809	-	2,400,000	-
KOICA	-	-	-	-	-	450,000	-	2,300,000
Monaco	-	-	-	-	-	-	103,413	100,000
Programme Alimentaire Mondial	-	23,891	423,573	17,482	-	-	-	-
Programmes communs des Nations Unies sur le VIH/SII	25,000	-	-	-	64,200	80,000	-	-
République de Corée	-	200,000	100,000	-	-	450,000	2,000,000	-
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	-	-	522,104	519,519	-	54	-	-
Suède	583,363	1,539,978	827,267	-	-	-	-	-
Union Européenne	-	-	-	1,439,429	1,483,671	4,109,415	2,390,141	-
UNO-Flüchtlingshilfe	-	-	-	-	-	413,039	-	-
Sous-Total	4,739,102	19,477,537	13,657,236	19,299,694	18,091,754	28,176,564	22,366,827	4,150,000
Répartition indicative des fonds et ajustements	-	-	-	-	-	2,567,355	847,065	-
Grand Total						30,743,919	23,213,892	4,150,000

Contributions des donateurs et des pays | 2022 - 2023



Co-funded by
European Union



WORLD DIABETES FOUNDATION



UNAIDS



Korea International
Cooperation Agency

Partenaires de mise en œuvre | 2022 - 2023

Nom du partenaire	Tupe	Titre du projet	Pilier/zone d'intervention
COMMISSION NATIONALE INDEPENDANTE DES DROITS DE L'HOMME	GOVT	Coordination des activités de protection des Personnes Déplacées Internes, Rapatriées	Pillar 4 - IDP Project
INTERNATIONAL RESCUE COMMITTEE, Inc	INTLNGO	Assistance aux PBS et Logistique (Gestion du carburant et Garage)	Pillar 1,3 - Refugee Programme and Reintegration Project
CED - CARITAS BURUNDI	LOCALNGO	Distribution des vivres et non vivres dans les camps et aux rapatriés de l'Est	Pillar 1,3 - Refugee Programme and Reintegration Project
MINISTERE DE L'INTERIEUR, DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	GOVT	Accueil et Accompagnement des Rapatriés	Pillar 3 - Reintegration Project
CONSEIL POUR EDUCATION AND DEVELOPMENT, BURUNDI	LOCALNGO	Assistance camps de réfugiés en abris, infrastructures, WASH et énergie/ construction centre Covid19	Pillar 1,3 - Refugee Programme and Reintegration Project
OFFICE NATIONAL DE PROTECTION DES REFUGIES ET APATRIDES	GOVT	Accueil, Enregistrement, Documentation, DSR, Administration et Gestion des camps des réfugiés	Pillar 1,2 - Refugee and Stateless Programme
RET INTERNTIONAL	INTLNGO	Appui à l'autonomisation des réfugiés dans les camps et bourses d'études universitaires réf./rap.	Pillar 1,3 - Refugee Programme and Reintegration Project
COMMISSION EPISCOPALE JUSTICE ET PAIX	LOCALNGO	Monitoring de protection des rapatriés Burundais	Pillar 3 - Reintegration Project
STICHTING RED EEN KING (Help a Child)	INTLNGO	Distribution vivres/non vivres aux Réfugiés des camps Musasa et Kinama, aux Rapatriés et aux IDPs	Pillar 1,3,4 - Refugee Programme and Reintegration and IDP Project
WE WORLD - G.V.C. Organizzazione Non lucrativa di Utilita Sociale	INTLNGO	Assistance santé/nutrition aux Réfugiés, screening et assistance médicale aux Rapatriés dans les CTs	Pillar 1,3 - Refugee Programme and Reintegration Project
ICIRORE C'AMAHORO	LOCALNGO	Assistance Legale pour les Réfugiés dans les camps et en milieu urbain et les Rapatriés.	Pillar 1,3 - Refugee Programme and Reintegration Project
SAVE THE CHILDREN INTERNATIONAL	INTLNGO	Prévention des GBV et PE pour les réfugiés dans les camps et en milieu urbain et Monitoring de Prot.	Pillar 1 - Refugee Programme
JESUIT REFUGEE SERVICE	INTLNGO	Appui à l'Education des Réfugiés dans les camps et en Milieu Urbain	Pillar 1 - Refugee Programme
AFRICAN INITIATIVE FOR RELIEF AND DEVELOPMENT	INTLNGO	Assistance en abris et NFIs et Appui logistique aux opérations du HCR au Burundi	Pillar 1,3 - Refugee Programme and Reintegration Project
WORLD VISION INTERNATIONAL	INTLNGO	Soutien des rapatriés dans les domaines WASH, PBS, SGBV, Child Protection, Education	Pillar 3 - Reintegration Project
MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA DE LA REPUBLIQUE DU BDI	GOVT	Depistage COVID-19 des Rapatriés dans les centres de transit	Pillar 3 - Reintegration Project

Chiffres clés

87,656

 Réfugiés et demandeurs
 d'asile

84,795

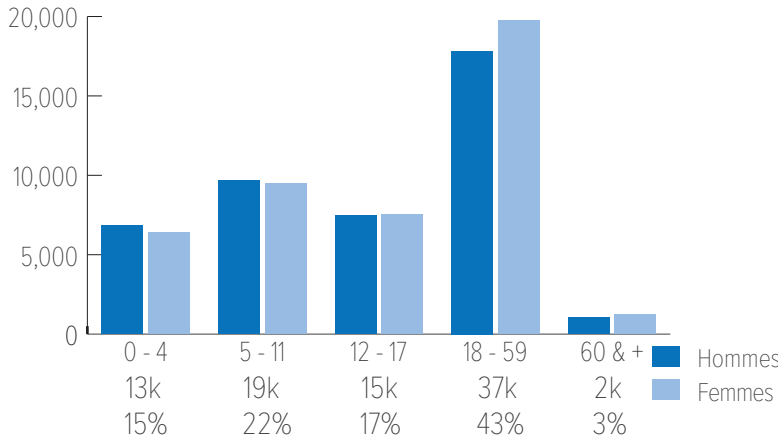
Réfugiés

2,861*

Demandeurs d'asile


63,197**

 enregistrés par
 BIMS

Breakdown of refugees and asylum seekers by gender and age

27% Garçons
 moins de 18 ans

27% Filles
 moins de 18 ans

21% Hommes
 plus de 18 ans

22% Femmes
 plus de 18 ans

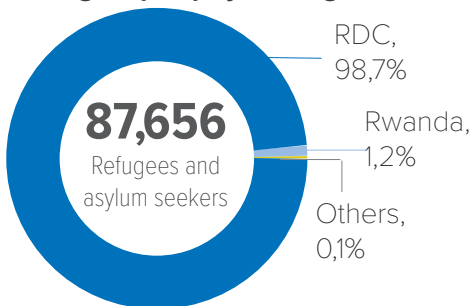
3%
 sont âgés

Réfugiés par type de lieu /location

Location	Nombre	Pourcentage
Urbain	32,226	37%
Kavumu	17,921	20%
Nyankanda	10,976	13%
Bwagiriza	10,017	11%
Musasa	9,029	10%
Kinama	7,487	9%
Grand Total	87,656	

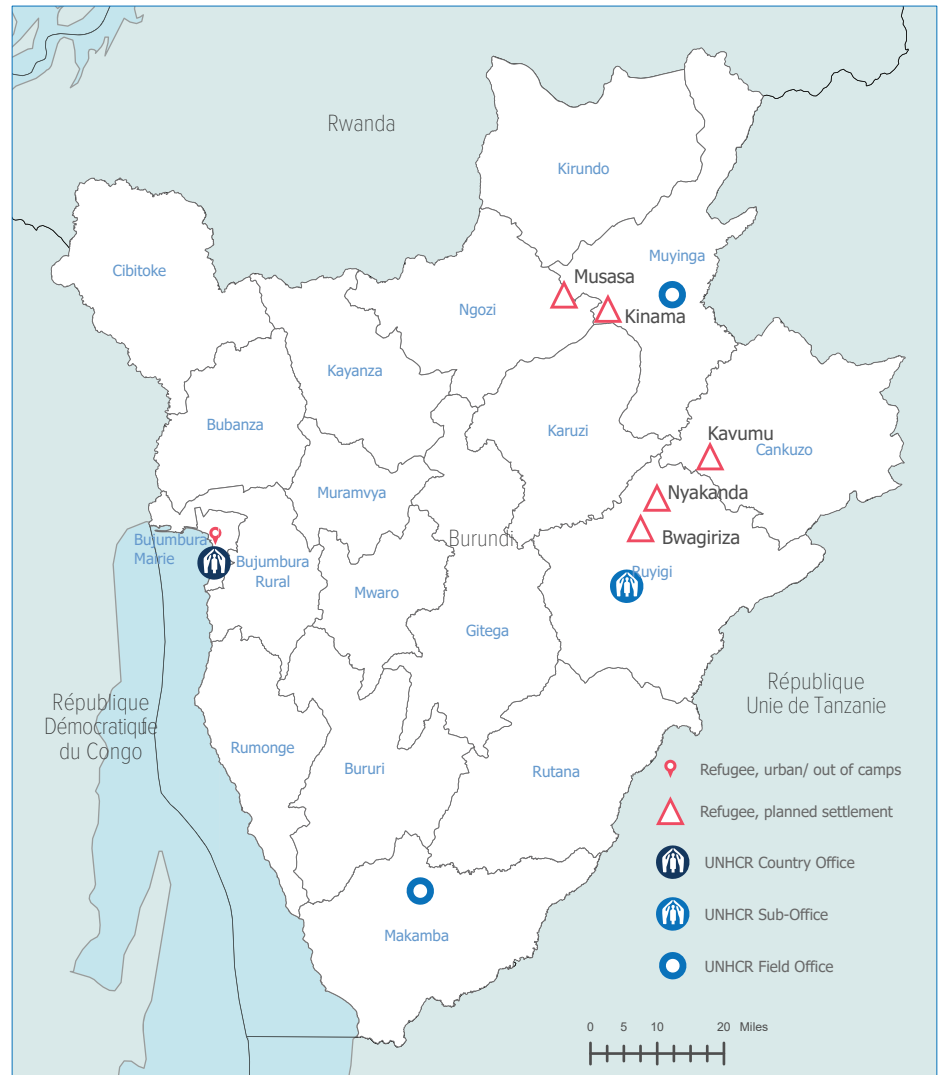
Camps de réfugiés et les zones urbaines
32,226
 Urbain

55,430
 dans les camps

Réfugiés par pays d'origine

Contributions des donateurs

 Co-funded by
 European Union

WORLD DIABETES FOUNDATION



Les frontières, les noms présentés ainsi que les désignations utilisées sur cette carte ne sous-entendent aucune reconnaissance officielle ou acceptation de la part des Nations unies.

* Ils sont principalement dans les zones urbaines.

** Plus de 3/4 des personnes qui ne sont pas enregistrées par BIMS sont des enfants de moins de 5 ans d'âge (car cela n'est pas obligatoire).

CONTEXTE ET FAITS SAILLANTS

Le HCR et ses partenaires ont facilité le rapatriement volontaire de réfugiés burundais depuis 2017. Ces réfugiés sont revenus après avoir pris une décision libre et éclairée. Plus de 210 000 réfugiés burundais ont été enregistrés comme étant revenus à la fin de mai 2023. La majorité d'entre eux proviennent de Tanzanie, suivis du Rwanda, de la République démocratique du Congo, du Kenya et d'autres pays de la région. Ces retours ont lieu dans le cadre d'accords tripartites entre le gouvernement du Burundi, les gouvernements des pays d'asile et le HCR, tous les parties ayant pris l'engagement de respecter la nature volontaire de ces retours.

Chiffre clés

210,173

depuis 2017

2,612

en 2023 (19 convois et vols)


640

convois et vols (depuis 2017)

Répartition par sexe et âge

49%

hommes


51%

femmes


56%

enfants

Rapatriés par pays d'asile

Pays d'asile	2023	Depuis 2017
Tanzanie	1,337	146,624
Rwanda	160	31,961
RDC	843	13,736
Kenya	68	3,149
Ouganda	139	14,339
Mozambique	10	169
Autres	55	195
TOTAL	2,612	210,173

Paquet de réintégration (pour 3 mois)
Assistance Non-Aliment. Assistance aliment.

Basic NFI (kitchen set, soap, blankets, loincloths for women, jerrycans, buckets, mosquito nets, plastic mat, plastic sheet, flannel, travel bag, ...) provided by UNHCR.

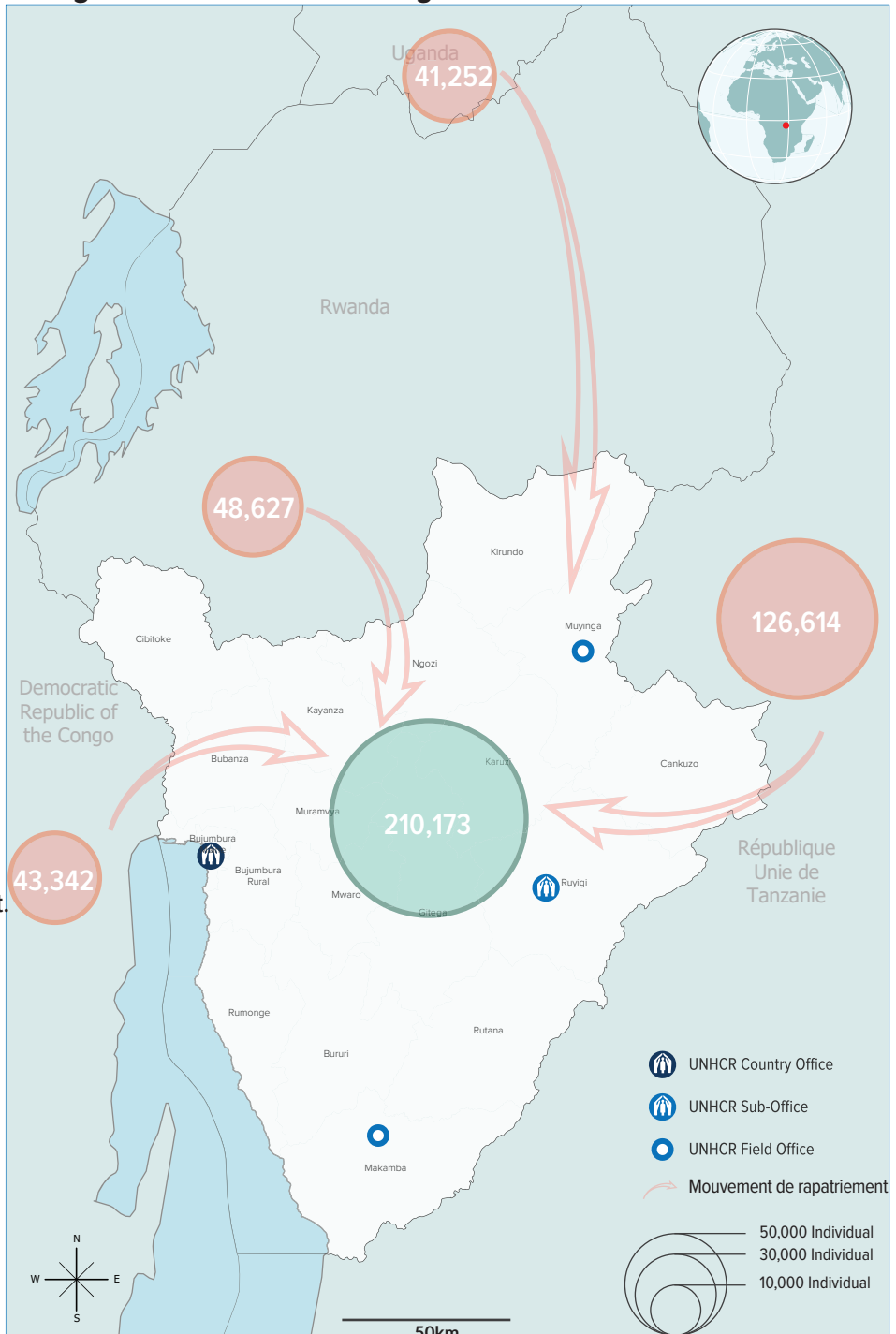
Food rations for 3 months provided by WFP (beans, oil, corn flour, salt).

Subvention en espèce

Cash assistance provided by UNHCR through mobile cash. The equivalent of 200 USD (406,264 BIF) per person.

Transport second.

The returnees are transported to their return commune then the returnee covers transport to the hills.

Réfugiés burundais dans la région

Donateurs


Co-funded by European Union



WORLD DIABETES FOUNDATION

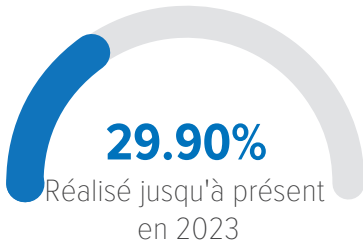
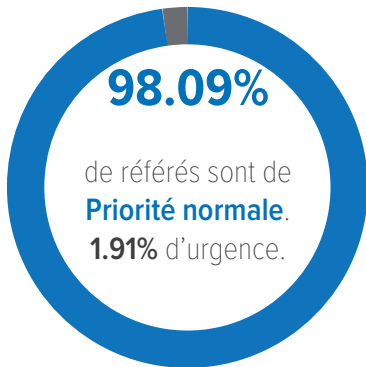
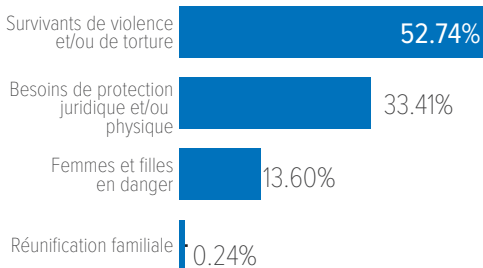
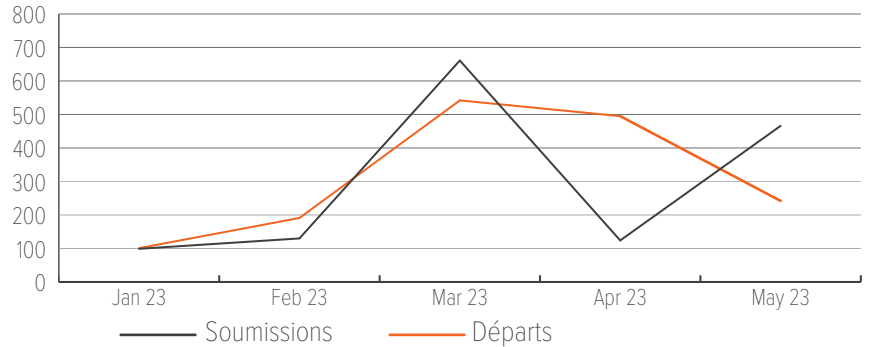
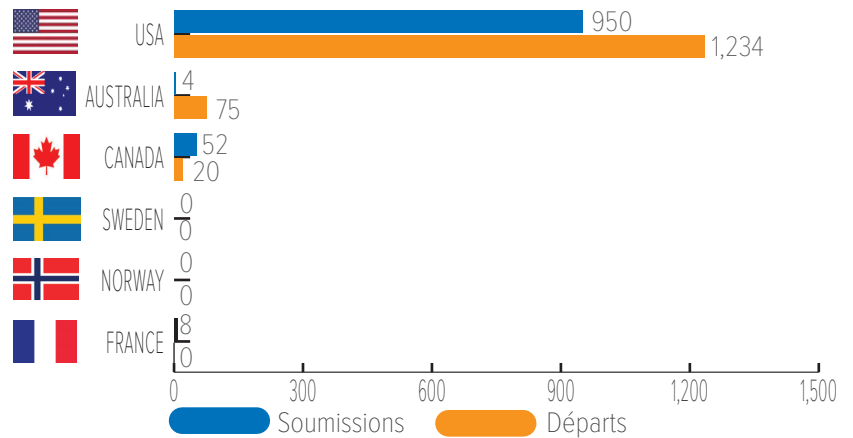
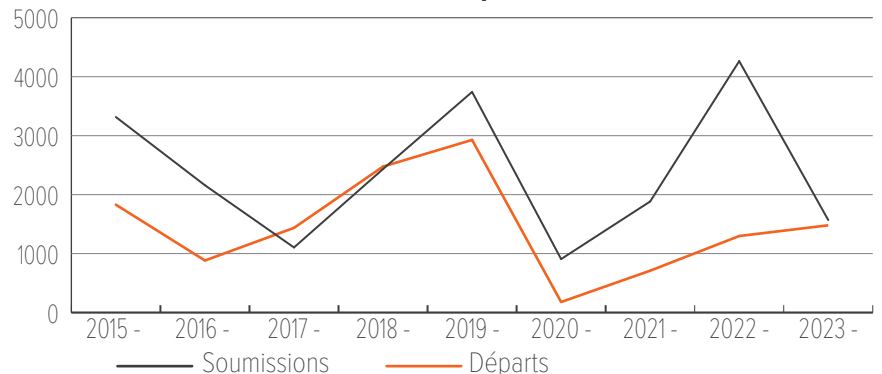

KOICA
 Korea International Cooperation Agency

Les frontières, les noms présentés ainsi que les désignations utilisées sur cette carte ne sous-entendent aucune reconnaissance officielle ou acceptation de la part des Nations unies.

Contexte

Avec des besoins de réinstallation croissants pour les réfugiés congolais au Burundi qui s'élèvent actuellement à 18 500, l'UNHCR Burundi traite les demandes de réinstallation à partir de trois sites : Ruyigi, Muyinga et Bujumbura. La quote-part attribuée au Burundi pour 2023 a été portée à 5400, avec une répartition de 4950 pour les États-Unis, 250 pour l'Australie et 200 pour le Canada. Cette augmentation de la quota est basée sur la réinstallation collective approuvée par les États-Unis en janvier 2023.

Conformément aux objectifs du Pacte mondial sur les réfugiés (PMR) et du Cadre de réponse globale pour les réfugiés (CRRF), le Burundi continue ses efforts pour élargir l'accès des réfugiés aux solutions dans des pays tiers, en cherchant des voies complémentaires telles que la réunification familiale, les corridors humanitaires, les programmes d'éducation et de mobilité de la main-d'œuvre.

Objectif de soumission
4,950
Référencement
419
Soumission
1,480
Départ
1,569*
Indicateur de soumission

Priorité de soumission

Critère de soumission

Tendances de soumissions et de départs

Soumission et départ par pays de réinstallation (2023)

Tendances des soumissions et des départs de 2015 à 2023


* 1,550 Congolais et 19 Burundais.
Aucun d'entre eux n'a été soumis pour réinstallation cette année..

Depuis 2017, le HCR a soutenu le rapatriement volontaire de plus de 210 000 rapatriés, dont 65 000 en 2021, 21 788 en 2022. À l'arrivée des rapatriés dans leur région d'origine, le HCR et ses partenaires mènent des activités de suivi pour évaluer leur niveau de réintégration. Les données de surveillance indiquent une faible capacité des rapatriés à accéder aux services sociaux de base, ce qui rend certains réfugiés réticents à rentrer. Malgré les efforts du gouvernement du Burundi avec le soutien d'acteurs humanitaires et de développement, l'accès au logement, à la terre et à l'emploi reste un défi majeur. Par exemple, plus de 70 % des rapatriés ne sont pas satisfaits de leur niveau de sécurité alimentaire. Néanmoins, il y a eu des améliorations dans les secteurs de la sécurité et de la justice (résolution des conflits fonciers) par rapport aux années précédentes.

RESULTATS MESURABLES PAR SECTEUR

PROTECTION		Les répondants ont rapporté qu'au moins 73% des adultes dans les foyers disposent de cartes d'identité nationale. 75% des enfants ont reçu des certificats de naissance en 2023 (contre 69% en 2022), une amélioration significative suite aux campagnes d'enregistrement.
EDUCATION		47% des enfants qui sont arrivés cette année, comparé à 52% en 2022, sont inscrits à l'école. La baisse observée est due au fait que la majorité d'enfants est arrivée au cours du second semestre et ont éprouvé des difficultés à s'inscrire et s'adapter au système éducatif burundais.
SANTE		73% des ménages de rapatriés n'ont pas de carte d'assurance maladie par rapport à 70% en 2022. 92% des enfants rapatriés arrivant en 2023 sont vaccinés contre la rougeole dans les pays d'asile. Le principal défi est l'accès aux services de santé de qualité dans les zones de retour.
EAU, HYGIENE ET ASSENISEMENT		84% des ménages ont déclaré avoir accès à de l'eau potable en 2023. Plus de 90% d'entre eux trouvent de l'eau à moins de deux kilomètres. Pendant la période de sécheresse, il y a un besoin accru de contenants pour stocker des quantités suffisantes d'eau au niveau des ménages.
ABRI		21% des rapatriés vivent dans leur propre maison. 44% vivent dans des maisons louées; 77% de ce groupe sont aux provinces de Muyinga, Cibitoke, Kirundo et Cankuzo. La communauté des rapatriés a grandement besoin de soutien en termes de kits abri et de matériaux de construction.
SECURITE ALIMENTAIRE		70% des ménages de rapatriés ne mangent qu'une seule fois par jour. 75% des ménages de retour signalent n'avoir jamais reçu d'aide alimentaire après celle qu'ils ont reçue à leur arrivée au centre de transit.
ACCES A LA TERRE		En 2023, 36% des ménages rapatriés ont utilisé leur allocation en espèces pour l'acquisition de terres (champs), mais seulement 15% ont été en mesure de pratiquer l'agriculture pendant la dernière saison de culture. Les défis sont le manque de semences et d'outils agricoles.
MOYENS DE SUBSISTANCE		54% des ménages rapatriés déclarent vivre avec moins de 1 dollars américains par jour en moyenne. De nombreux rapatriés vivant dans les zones frontalières traversent la frontière pour exercer des emplois temporaires.

DONATEURS


CONTEXTE

En 2023, le Burundi prévoit de procéder à la réintégration de plus de 50 000 rapatriés. Ces derniers avaient fui les violences politiques en 2015, vers les pays voisins de la Tanzanie, du Rwanda et de l'Ouganda. La réintégration se fera grâce à des programmes mis en place par le gouvernement burundais, en collaboration avec le PNUD, le HCR et d'autres organisations de développement. Ce programme comprend des initiatives d'appui aux logements, d'infrastructures sanitaires, éducatives et économiques. Le processus de réintégration devra également tenir compte des besoins spécifiques des rapatriés, de manière à favoriser leur réinsertion et leur intégration pérenne dans les communautés locales.

ACTIVITES DE REINTEGRATION | 2022 - 2023



1 720 kits de construction seront utilisés dans 5 projets de subsistance en mai 2023, ainsi que pour la création de 10 coopératives de jeunes pour la fabrication de savon et de matériel d'irrigation; construction de 48 salles de classe et des cours de rattrapage seront mis en place afin de fournir une éducation à 5 000 étudiants à partir de 2023. Il y aura également plus de 10 000 lampes solaires distribuées. Formation/ sensibilisation de 10 000 enfants à l'hygiène personnelle et à la prévention de la violence basée sur le genre sera dispensée.



192 kits de construction/réhabilitation à Ruyigi et Cankuzo, formation professionnelle pour 3 600 jeunes entrepreneurs de 2022 à 2024.



33 009 conflits fonciers ont été identifiés dans la province de Makamba ; 6 641 cas de rapatriement (soit 17%) ont été assistés, pour lesquels 2 588 conflits ont été résolus au 30 avril 2023.



879 familles appuyées pour l'agriculture, 2 316 cahiers distribués à 292 enfants à Mishiha (Cankuzo), 08 salles de classe à Buyenyuzi (Karuzi) et Gasorwe (Muyinga) et 39 latrines.



Réinsertion économique et éducation (30 bourses d'études pour les rapatriés), formation numérique / entrepreneuriat / développement personnel à Mabanda pour créer des IGA pour 200 rapatriés en 2022.



IICCA fournit une assistance juridique et judiciaire pour 700 à 800 cas de rapatriement par an à Ngozi, Muyinga, Bujumbura, Makamba et Ruyigi.



644 houes, des tôles de fer, 6 000 registres de naissance et 6 000 certificats de mariage. Disposition : 03 sites pour des villages ruraux intégrés pour les rapatriés et les membres vulnérables de la communauté.



Fournitures scolaires pour 32 917 enfants dans les 06 communes de Makamba par l'UNICEF entre 2021 et avril 2023, 50 salles de classe réhabilitées à Makamba en 2022-2023. Soutien pour l'enregistrement tardif de naissance.



Fournit une assistance médicale aux rapatriés dans les centres de transit lors des convois de rapatriement à Kinazi (Muyinga), Gitara (Makamba) et Gihanga (Bubanza).



Suivi de la protection, analyse de la vulnérabilité, suivi par une assistance aux bénéficiaires via du travail rémunéré et des groupes de résilience pour la génération de revenus à Ruyigi, Muyinga et Makamba



Impliqué dans le village rural intégré (VRI) 01 : IGA (81 ménages soutenus), entrepreneuriat et cohésion sociale à Bubanza.



Ruyigi, Cankuzo, Muyinga, Kirundo et Makamba ainsi que le soutien de plus de 2 000 ménages pour la réhabilitation de maisons avec des kits de réparation, des latrines et des NFI. L'IOM a également fourni un soutien de loyer à 4 092 ménages de retour et à la communauté locale. 8 000 personnes pour HLP.

DEFIS ET BESOINS NON SATISFAITS

- ★ Accès limité aux services, soutien insuffisant et capacité d'absorption insuffisante dans les zones de retour.
- ★ À l'échelle individuelle, il n'y a pas suffisamment d'initiatives pour soutenir les besoins et les vulnérabilités spécifiques des rapatriés et de leurs familles.
- ★ Manque d'initiatives qui répondent aux besoins, vulnérabilités et préoccupations des communautés dans lesquelles les rapatriés vivent, y compris les familles et la population locale.
- ★ Niveau structurel soutenant la continuité de l'assistance par le biais de services publics locaux adéquats.